



Le 19 mars 2025

Lettre ouverte adressée aux garants du débat public

DEMANDE DE REPORT DU DÉBAT PUBLIC CONCERNANT LES EPR2 À LOYETTES

Mesdames, Messieurs les Garants du Débat Public,

Au vu des conditions dans lesquelles le débat public autour des EPR2 à Bugey se déroule, les collectifs ou associations qui suivent,

France Nature Environnement Ain (FNE Ain),

Rhône Alpes Sans Nucléaire (RASN),

Global Chance,

Agir pour l'Environnement,

Les ***Élus contre les EPR***,

L'***Association pour la Cohérence Environnementale en Vienne*** (ACEVE),

Environnement et Développement Alternatif (EDA),

le ***Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire*** (***GSIEN***),

le collectif « ***Non à l'EPR2 à Penly et ailleurs*** »,

et ***Sortir Du Nucléaire Bugey*** (SDN Bugey),

vous demandent officiellement **de suspendre le débat public concernant le projet d'EPR2 à Loyettes dans l'Ain.**

En effet, comme évoqué lors de notre dernière réunion, nous relevons de graves et sérieux manquements de la part d'Edf qui se révèle incapable d'une part de fournir **les études concernant l'état et le débit du Rhône à l'horizon 2100**, et surtout de produire **un coût global définitif et un plan de financement** pour l'ensemble du projet.

D'autre part, nous observons que le coût de ce dernier ne cesse d'augmenter.

Dans ces conditions, comment débattre sereinement et **sérieusement** de ce projet ?

Projet dont :

- les plans du design du réacteur EPR2 ne sont absolument pas finalisés,
- le Dossier des Maîtres d'Ouvrage (DMO) d'EDF comporte de nombreuses lacunes (pas de vue des futurs EPR2 depuis le sol, absence d'étude de réelles alternatives à ces réacteurs nucléaires, etc.)
- et surtout, le coût global déjà conséquent au départ (**51,7 Milliards d'euros pour 6 EPR2** - estimation datant de 2020) est en train d'exploser. On apprend ainsi qu'il **pourrait même doubler, sinon plus...** EDF a en effet du mal à faire passer un devis qui friserait maintenant «les **100 milliards d'euros**», comme l'a évoqué Marc Ferracci, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, sur *Sud Radio* le 18 février, propos rapportés par *L'Usine Nouvelle*.

Suivant en cela la dérive des coûts déjà observée pour tous les EPR construits ou en cours de construction.

Par conséquent, nous pensons qu'il serait non seulement irrationnel, mais aussi contraire à l'éthique de poursuivre ce débat.

En attendant qu'Edf soit en mesure de produire des chiffres fiables et définitifs, les associations soussignées demandent donc **la suspension de ce débat qui n'a actuellement aucun sens, ni aucune légitimité.**

Si ce débat devait être poursuivi dans ces conditions plus que critiquables, nous prendrons le temps nécessaire de la réflexion quant à la poursuite de notre participation.

Espérant être entendus et convaincus que vous avez le souci constant de mener votre travail essentiel et délicat dans des conditions acceptables, nous vous présentons Mesdames, Messieurs les Garants du Débat Public, nos salutations les meilleures.

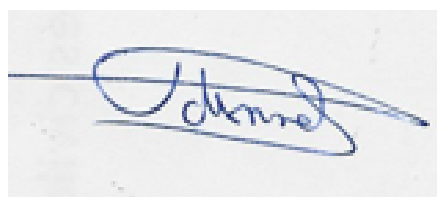
Pour **FNE Ain** :

Cécile Blatrix

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Cécile Blatrix', with the name 'Cécile BLATRIX' printed in small letters below it.

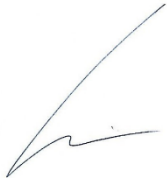
Pour **RASN** :

Patrick Monnet

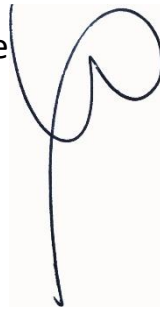
A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Patrick Monnet', written over a horizontal line.

Pour **Global Chance** : Pour **Agir pour l'Environnement** : Pour **les Élus contre les EPR** :

Michel Labrousse



Stephen Kerckhove

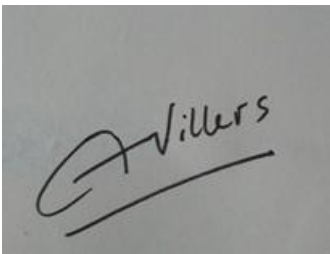


Albane Colin et Maxime Meyer



Pour **E.D.A** :

Anita Villers



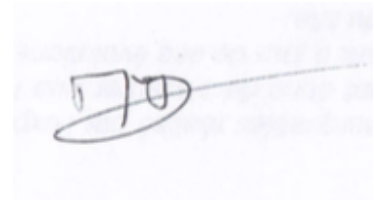
Pour l'**A.C.E.V.E**

Jacques Terracher

J. Terracher

Pour le **GSIEN**

Marc Denis



Pour **Non à l'EPR2 à Penly et ailleurs** :

Guillaume Blavette

GBlavette

Pour **SDN Bugey** :

Jean-Pierre Collet

